

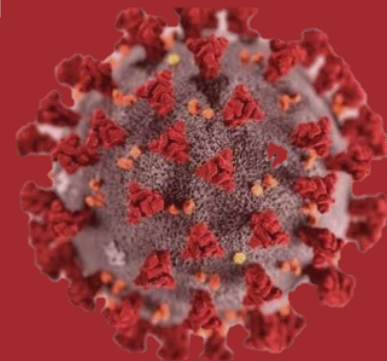
Policy Brief #74: LES « VULNÉRABLES » À LA COVID-19

Essai de quantification

Florence Jusot (PSL, Université Paris Dauphine, Leda), Pierre Madec (OFCE-Sciences Po), Jean-Philippe Bertocchio (Genitourinary Medical Oncology and Research, MD Anderson Cancer Center), Bruno Ducoudré (OFCE-Sciences Po), Mathieu Plane (OFCE-Sciences Po), Raul Sampognaro (OFCE-Sciences Po), Xavier Timbeau (OFCE-Sciences Po), Bruno Ventelou (Ecole d'économie d'Aix-Marseille), Jérôme Wittwer (Université de Bordeaux)

Policy Brief #75: ÉVALUATION AU 26 JUIN 2020 DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET DES MESURES DU CONFINEMENT ET DU DÉCONFINEMENT EN FRANCE


Magali Dauvin, Bruno Ducoudré, Eric Heyer, Pierre Madec, Mathieu Plane, Raul Sampognaro, Xavier Timbeau (OFCE-Sciences Po)





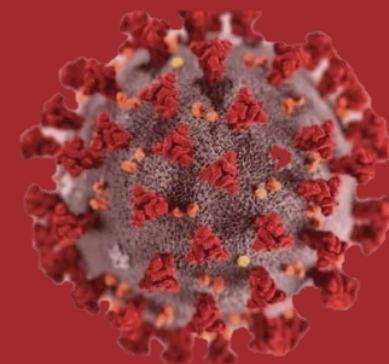
- ❑ **A circonstances exceptionnelles, instruments adaptés**
 - ❑ Indicateurs en temps réel sur la situation économique
 - INSEE, Données de mobilité Apple, consommation d'électricité, Bdf, DARES

- ❑ **La construction d'un scénario économique**
 - ❑ Impact sur la VA
 - ❑ Comptes de branches et d'agents
 - Impact sur le déficit public
 - ❑ Emploi, chômage partiel
 - ❑ Croissance trimestrielle et annuelle du PIB
 - ❑ Épargne forcée

- ❑ **Les « vulnérables »**
 - ❑ Avec la collaboration du 

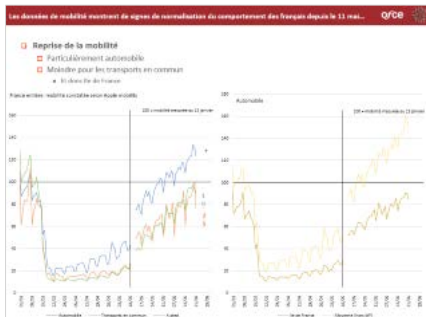
**Policy Brief #75: ÉVALUATION AU 26 JUIN 2020 DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA
PANDÉMIE DE COVID-19 ET DES MESURES DU CONFINEMENT ET DU DÉCONFINEMENT EN
FRANCE**

Magali Dauvin, Bruno Ducoudré, Eric Heyer, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, Raul Sampognaro, Xavier Timbeau (OFCE-Sciences Po)

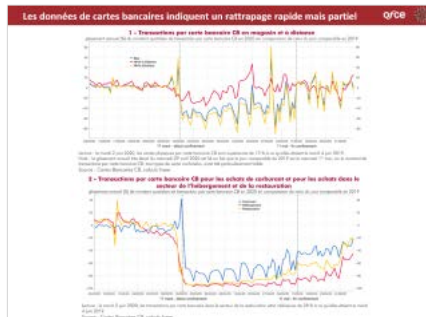


- point de conjoncture du 6 avril 2020
 - Évaluation temps réel, données Cartes Bancaires, Trafic ferroviaire, RTE, imputations comptables
 - 36 % de perte de PIB pour un mois de confinement (42% secteur marchand)
 - -3 points de contribution au PIB annuel pour un mois de confinement
- Point de conjoncture du 23 avril 2020
 - -36%
- Point de conjoncture du 7 mai 2020
 - -33%, 450 000 destructions nettes d'emplois,
 - PIB en recul au T1 2020 de 5.8%
- Point de conjoncture du 27 mai 2020
 - Estimation pour le T2 : -20% (environ)
 - Net rebond de la consommation la première semaine de déconfinement dans certains secteurs
- Point de conjoncture du 17 juin 2020
 - Estimation du T2 : -17%
 - Mars -16%, avril -29%, mai -22%, juin -12%
- T1 révisé le 29/5/2020 à -5,3%

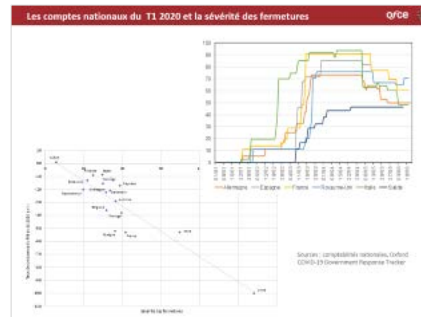
Données de mobilité



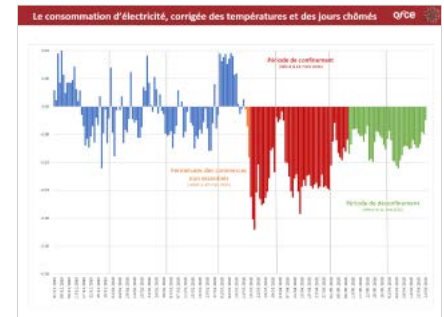
Données de transaction par carte bancaire



Les éléments du T1 2020 selon les CN



Consommation d'électricité





□ Banque de France,

- point de conjoncture du 8 avril 2020
 - 8 500 entreprises interrogées, 32 % de perte de PIB pour une semaine pleine de confinement
 - -1.5 point de contribution au PIB annuel pour 15 jours de confinement

□ Point de conjoncture du 12 mai 2020

- Panel de l'EMC, -27% pour un mois
- Reprise anticipée dans la plupart des secteurs mais à un niveau inférieur que février 2020

□ Point de conjoncture du 9 juin

- Fin mai -17%

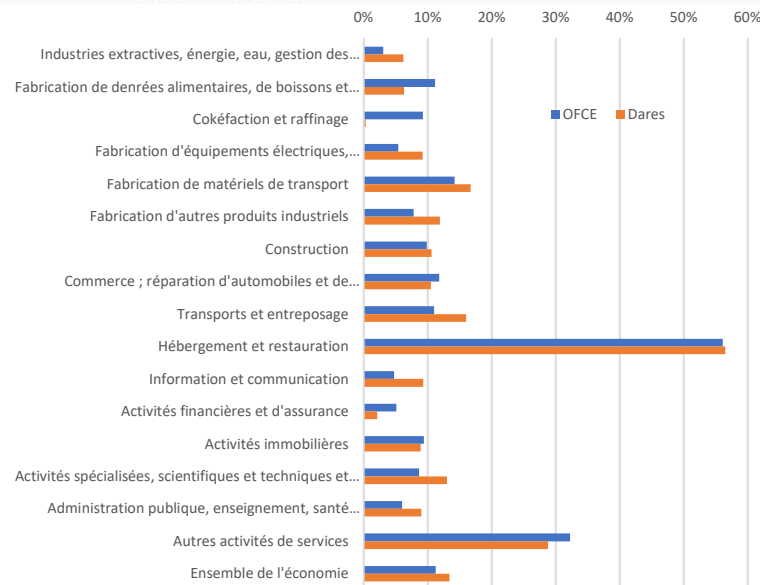
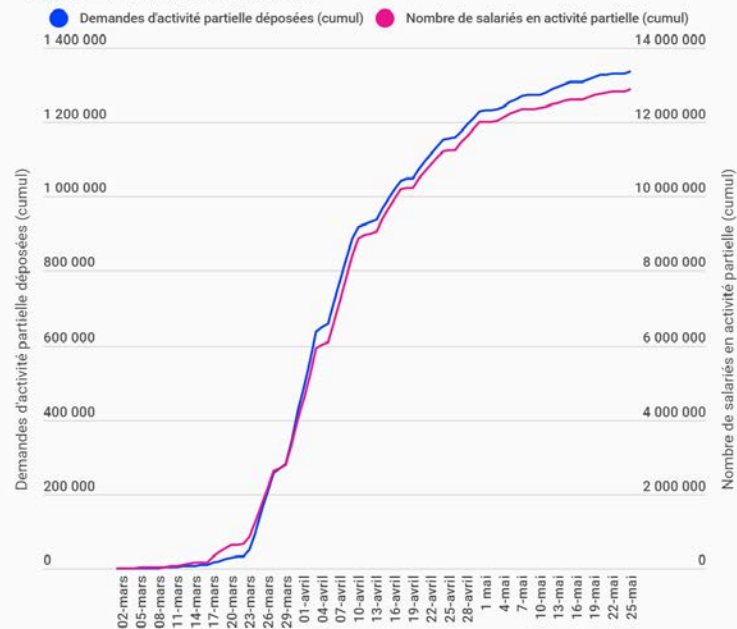
□ Comptes financiers (épargne)

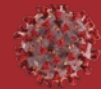
□ Prévisions 2020-2022 (entre -7 et -16% pour 2020)

□ DARES : recours au chômage partiel

- 12 millions de salariés concernés, 12 semaines autorisées en moyenne
- Le recours effectif est plus faible

Nombre cumulé de demandes d'activité partielle déposées, tous motifs confondus, depuis le 1er mars et nombre de salariés concernés

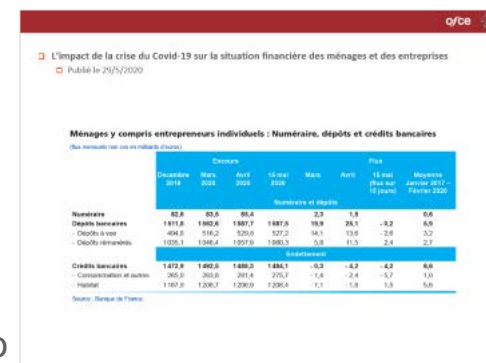


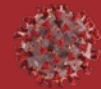


- ❑ **Pour huit semaines, la contribution à la croissance annuelle sera de -5 points de PIB**
 - ❑ 120 milliards, 2 milliards d'euros par jour
 - ❑ Une ampleur inédite et une rapidité sans précédent
- ❑ **Pour seize semaines, la contribution serait de -6,6 points de PIB**
 - ❑ 165 milliards d'euros
 - ❑ Les levées des restrictions, les données préliminaires suggèrent un rebond assez rapide, sans pour autant un retour plein à la « normale »

	Période	Durée	Perte par semaine d'activité	Contribution annuelle à la dégradation du PIB
Confinement strict	17 mars au 10 mai	8 semaines (- 2 jours)	32 %	5 %
Déconfinement phase I	11 mai au 31 mai	3 semaines	14%	0,8%
Déconfinement phase II	1 ^{er} juin au 5 juillet	5 semaines	8%	0,8%

- ❑ **Une situation qui n'est pas celle d'une récession « ordinaire »**
 - ❑ Les ménages accumulent une épargne considérable
 - ❑ Pour 16 semaines de confinement/déconfinement **75 milliards d'euros d'épargne accumulée**
 - 55 milliards pour le seul confinement confirmé par les comptes financiers BdF, fin mai 2020
 - ❑ La libération de cette épargne est déterminante pour la suite du scénario





Choc de « demande »

Choc d'« offre »

Production des branches

Comptes d'agents

- Demandes finales empêchées .consommation
- .investissement
- .exportations

Impact sur la main d'œuvre du confinement

- .gardes d'enfant
 - .droit de retrait
 - .télétravail
 - .Policy brief 74 « vulnérables »
- .loi du 25 avril et décret du 4+5 mai définissant les personnes vulnérables susceptibles d'être en arrêt de travail

Passage des prix d'acquisition (payé pas les consommateurs) aux prix de base (reçu par les producteurs)

Utilisation de la matrice input output (TES symétrique) avec contraintes d'offre et de demande mixte

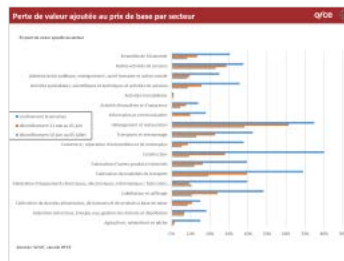
Production et valeur ajoutée des branches

A partir des valeurs ajoutées par branches et à partir des dispositifs ayant un impact .sur le revenu des ménages

- .sur la masse salariale versée
- .sur le revenu des EI

En simulant les bases fiscales (impôts et prélèvements obligatoires, impôt par impôt, et IJ ou revenus de remplacement)

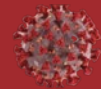
On établit les comptes d'agents (revenu, épargne, capacité de financement pendant le confinement)





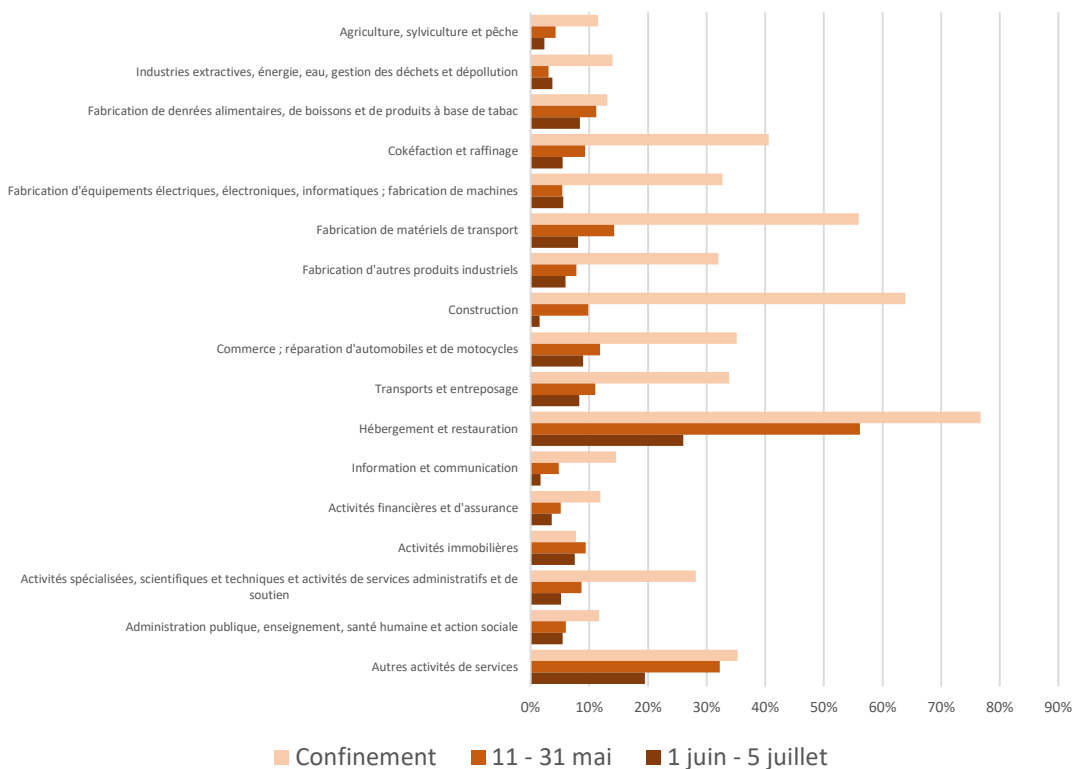
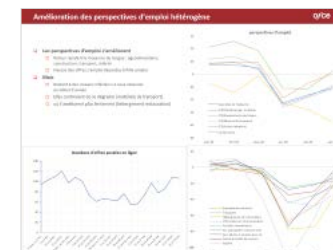
- ❑ **165 milliards de revenus en moins,**
 - ❑ 14 Mds d'€ de revenu en moins pour les ménages et les entrepreneurs individuels (EI)
 - Absorption par le chômage partiel, les arrêts de travail principalement
 - ❑ Hausse de taux d'épargne de 5,6 points de RDB annuel (75 milliards d' après 16 semaines de confinement/déconfinement)
 - ❑ 54 milliards d'€ de revenu dans le compte des sociétés non financières et sociétés financières (SNF& SF)
 - 20 milliards sur la capacité de financement par la réduction de l'investissement
 - Quel impact sur l'investissement futur, les faillites, l'emploi ?
 - ❑ 96 milliards d'€ de dégradation du compte des Administrations Publiques (APU)
 - Chômage partiel 46 milliards
 - Stabilisateurs automatiques (TVA, TICPE, IS)
 - Accroissement du déficit public de 3,6 points de PIB

		SNF-SF	EI	Ménages	APU	ISBLSM	Impôts- subventions	RDM	Total
PIB	En %	-25%	-25%	-4%	-17%	-25%	-23%		-22%
	Contribution en points de PIB annuel	-4,3	-0,4	-0,1	-0,8	-0,1	-0,8		-6,6
RDB	En Mds d'€	-54	-5	-9	-96	-1			-165
	Contribution à la perte de revenu total	33%	3%	6%	58%	1%			100%
Epargne des ménages	En milliards		75						
	En pts de Rdb annuel		5,6						
Taux de marge « entreprises »	En points de VA annuelle	-2,5							
FBCF	En % par rapport à l'année préc.	-10%	0%	-15%	-11%	-10%			-12%
CF (+) / BF (-)	En % du PIB	-0,9	0,0	4,2	-3,6	0,0	-	0,3	0,0



- Le chômage partiel a été un pilier important du soutien à l'économie
 - Soutien les entreprises, le revenu des ménages
 - Pas d'effet d'aubaine, ciblage
 - Coût total de 46 milliards d'euros (presque 50% de l'absorption APU)
- Durcit progressivement (1^{er} juin, 1^{er} octobre)
 - Chômage partiel « longue durée » à partir du 1^{er} juillet
- Le recours au chômage partiel reste plus important en mai-juin dans les branches concernées par les fermetures administratives
 - hébergement, restauration, autres activités de services

Les perspectives d'emploi s'améliorent



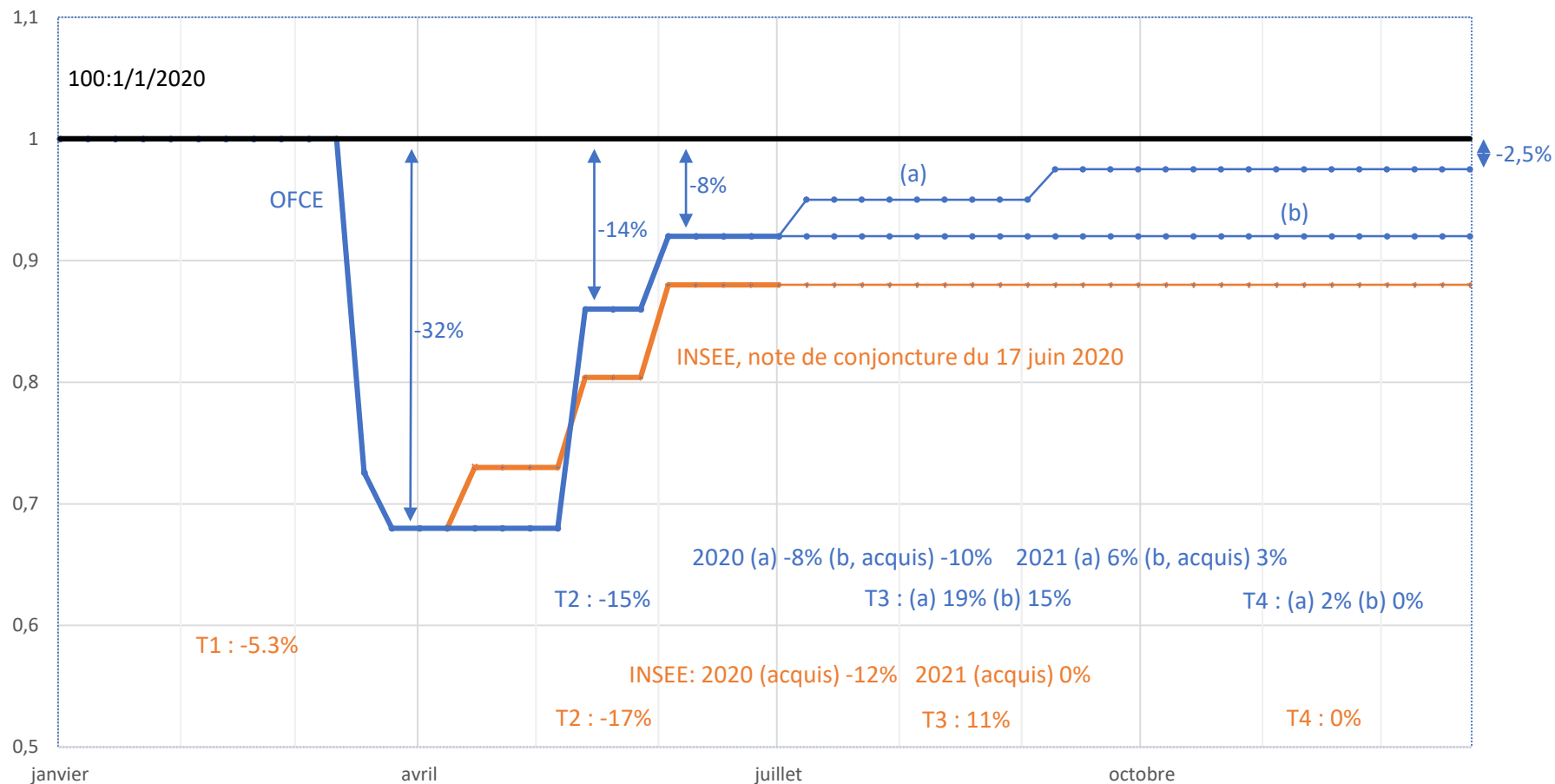
	16 mars 10 mai	11 mai 05 juil	16 semaines
Ménages + EI			
revenu net avant transferts	-29	-10	-40
Salariés en chômage partiel	-22	-6	-28
Salariés au chômage	-1	-2	-3
Indépendants	-6	-2	-8
Indemnités et Fond de solidarité	22	8	30
Revenu des ménages	-7	-3	-10
Administrations publiques (APU)			
Indemnités versées par les APU	19	6	25
Moindres cotisations / CSG	15	6	21
Fond de solidarité	3	1	4
Déficit public	37	13	50
Entreprises			
Masse salariale non versée	-38	-14	-52
Contributions entreprises	2	0	2
Coût salarial des entreprises	-36	-14	-49

❑ Sous réserve de

- ❑ révision du T1 2020
- ❑ scénarios après le 1^{er} juillet 2020; pas de reconfinement ; enchaînements macroéconomiques minimales (emploi, revenus, faillites, chômage, demande adressée)

❑ Le ratio dette sur PIB à la fin 2020 dépendra d'un effet déficit public et PIB

- 4 points pour les 16 semaines, éventuellement augmenté ensuite par le plan de relance et le scénario macro*
- -8 points liés au PIB, éventuellement rattrapés en 2021



❑ Quel déconfinement ?

- ❑ Réouverture partielle des lieux de consommation à interaction, transport
- ❑ Bascule entre les contraintes de demande (qui ont dominé le confinement) vers les contraintes d'offre ?
 - Gardes d'enfants, personnes fragiles, cas contacts

❑ Utilisation de l'épargne forcée

- ❑ 75 milliards d'€ d'épargne : consommation reportée ? épargne de précaution ?

❑ Faillites et investissement

- ❑ Risque de spirale récessive
- ❑ Policy brief de l'OFCE #73

❑ « Reconfiguration » sectorielle

- ❑ Traces sectorielles profondes (tourisme, transport aérien)
- ❑ Incertitudes sur la consommation, l'investissement, l'emploi et les retours sur le revenu des ménages, chômage frictionnel
- ❑ Chaines de production, relocalisation

❑ Quel scénario international et financier

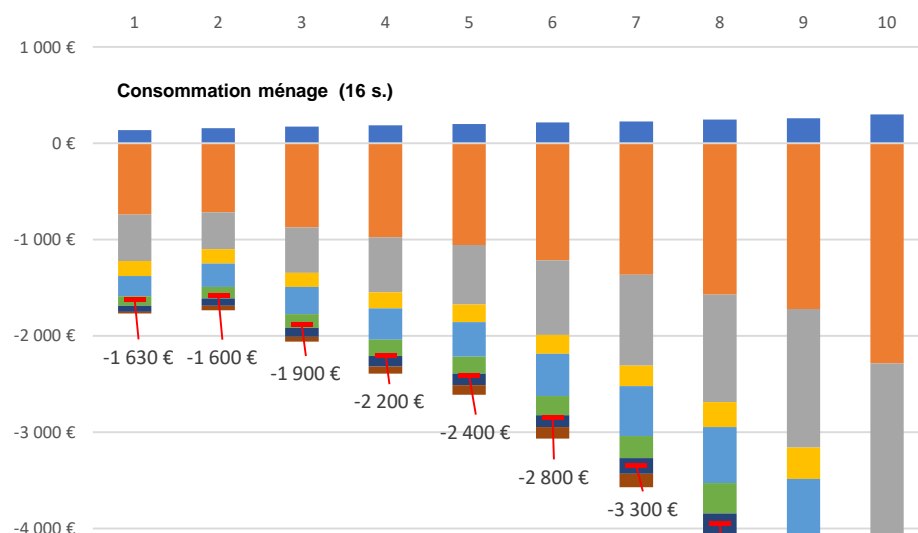
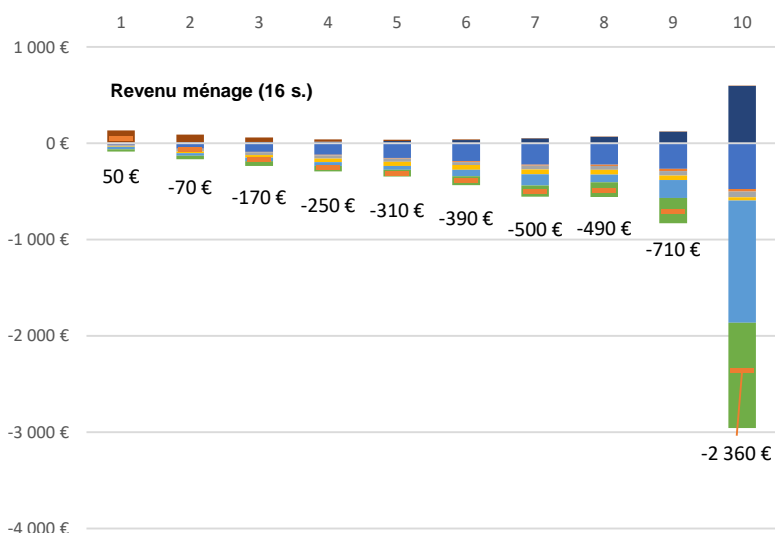
- ❑ Crises collatérales et autonomes en développement
 - Crise financière (renforcée par l'incertitude, les premières faillites)
 - Dettes publiques, changes, etc...

Par une imputation

- De la perte de revenu (E, chômage, chômage partiel, heures sup.)
- De la baisse de consommation (consommations par branche, budget de famille pour la répartition par déciles)

On reconstruit la perte de revenu par déciles (gauche) et la baisse de consommation par déciles (droite)

En euros par ménages (déciles de niveau de vie)



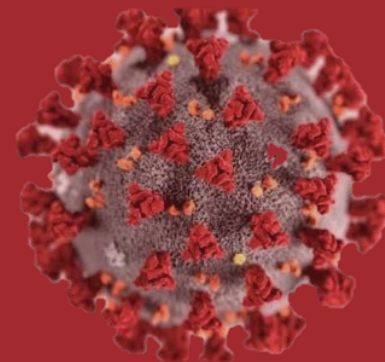
- ... aux aides de solidarité
- ... aux ajustements des impôts (IR, PFU)
- ... aux revenus du capital
- ... aux revenus des indépendants
- ... à la baisse des heures supplémentaires
- ... à la hausse du chômage
- ... à la garde d'enfant
- ... à l'activité partielle
- Variation du revenu entre le 16 mars et le 5 juillet

- Autres (Logement, Tabac, Santé, Education, ...)
- Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation
- Biens et services divers
- Loisirs et culture
- Articles d'habillement et chaussures
- Hôtels, cafés et restaurants
- Transports
- Produits alimentaires et boissons non alcoolisées
- Variation des dépenses de consommation sur 16 semaines

Policy Brief #74: LES « VULNÉRABLES » À LA COVID-19

Essai de quantification

Florence Jusot (PSL, Université Paris Dauphine, Leda), Pierre Madec (OFCE-Sciences Po), Jean-Philippe Bertocchio (Genitourinary Medical Oncology and Research, MD Anderson Cancer Center), Bruno Ducoudré (OFCE-Sciences Po), Mathieu Plane (OFCE-Sciences Po), Raul Sampognaro (OFCE-Sciences Po), Xavier Timbeau (OFCE-Sciences Po), Bruno Ventelou (Ecole d'économie d'Aix-Marseille), Jérôme Wittwer (Université de Bordeaux)





❑ Depuis début mai 2020

- ❑ décret n° 2020-521 du 5 mai 2020 définit les critères les salariés vulnérables (ie exposés à une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2) qui peuvent être placés en activité partielle au titre de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020
- ❑ Tous les salariés vulnérables ou vivant avec une personne vulnérable sont théoriquement éligibles au dispositif d'activité partielle ou d'être en télétravail

❑ La vulnérabilité répond à l'un des critères suivants

❑ I, article 20 de la loi du 25 avril 2020

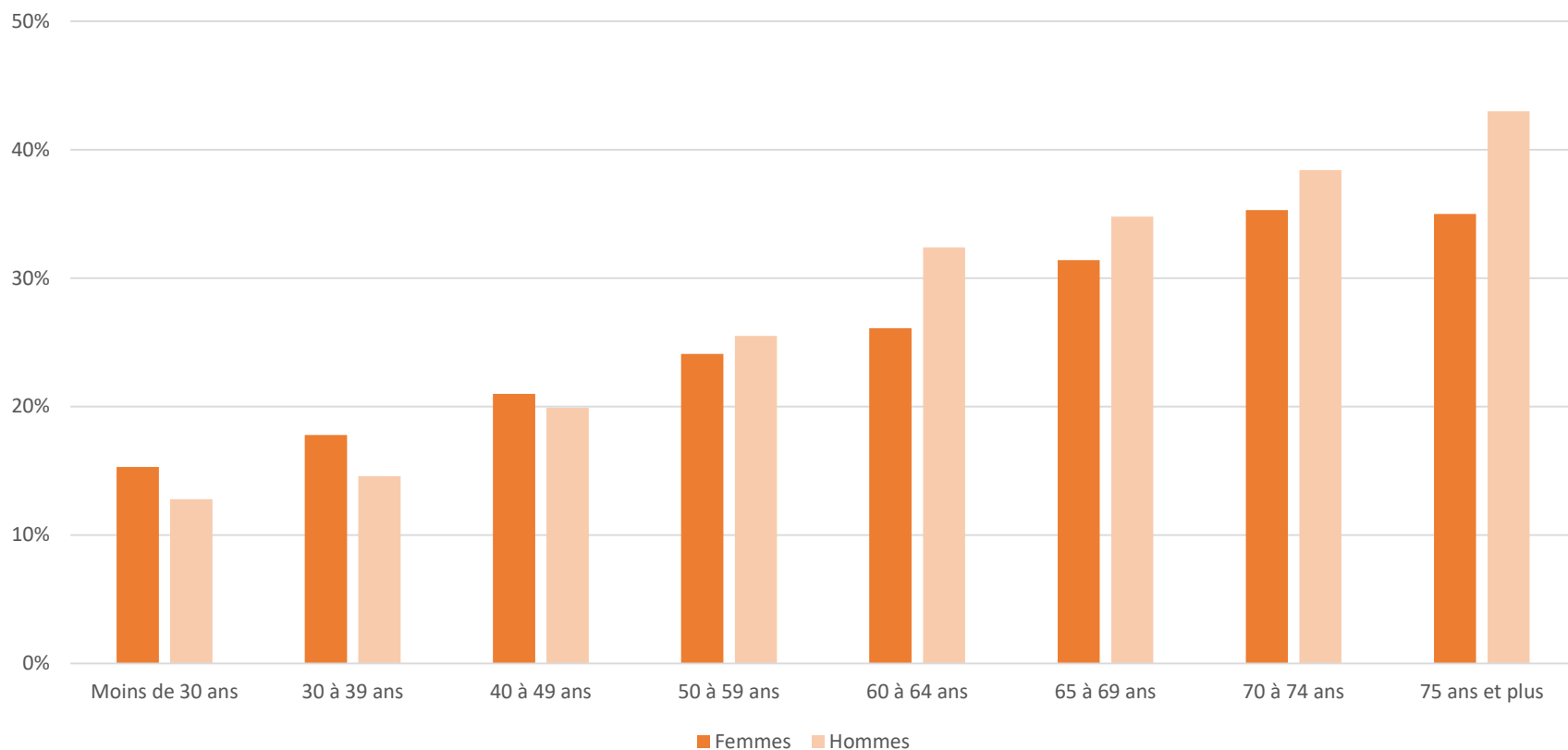
- ❑ Être âgé de 65 ans et plus ;
- ❑ Avoir des antécédents (ATCD) cardiovasculaires : hypertension artérielle compliquée (avec complications cardiaques, rénales et vasculo-cérébrales), ATCD d'accident vasculaire cérébral ou de coronaropathie, de chirurgie cardiaque, insuffisance cardiaque stade NYHA III ou IV ;
- ❑ Avoir un diabète non équilibré ou présentant des complications ;
- ❑ Présenter une pathologie chronique respiratoire susceptible de décompenser lors d'une infection virale : (broncho pneumopathie obstructive, asthme sévère, fibrose pulmonaire, syndrome d'apnées du sommeil, mucoviscidose notamment)
- ❑ Présenter une insuffisance rénale chronique dialysée ;
- ❑ Être atteint de cancer évolutif sous traitement (hors hormonothérapie) ;
- ❑ Présenter une obésité (indice de masse corporelle (IMC) > 30 kgm²) ;
- ❑ Être atteint d'une immunodépression congénitale ou acquise
- ❑ Être atteint de cirrhose au stade B du score de Child Pugh au moins ;
- ❑ Présenter un syndrome drépanocytaire majeur ou ayant un antécédent de splénectomie ;
- ❑ Être au troisième trimestre de la grossesse.

❑ Les critères retenus laissent une possibilité d'interprétation aux médecins traitants

❑ A partir des enquêtes de l'Irdes en collaboration avec la DREES (enquête EHIS/ ESPS) et de l'Insee (enquête emploi), nous quantifions le nombre de personnes vulnérables au sens du décret du 5 mai et parmi elles, le nombre de salariés vulnérables sans possibilité de télétravail

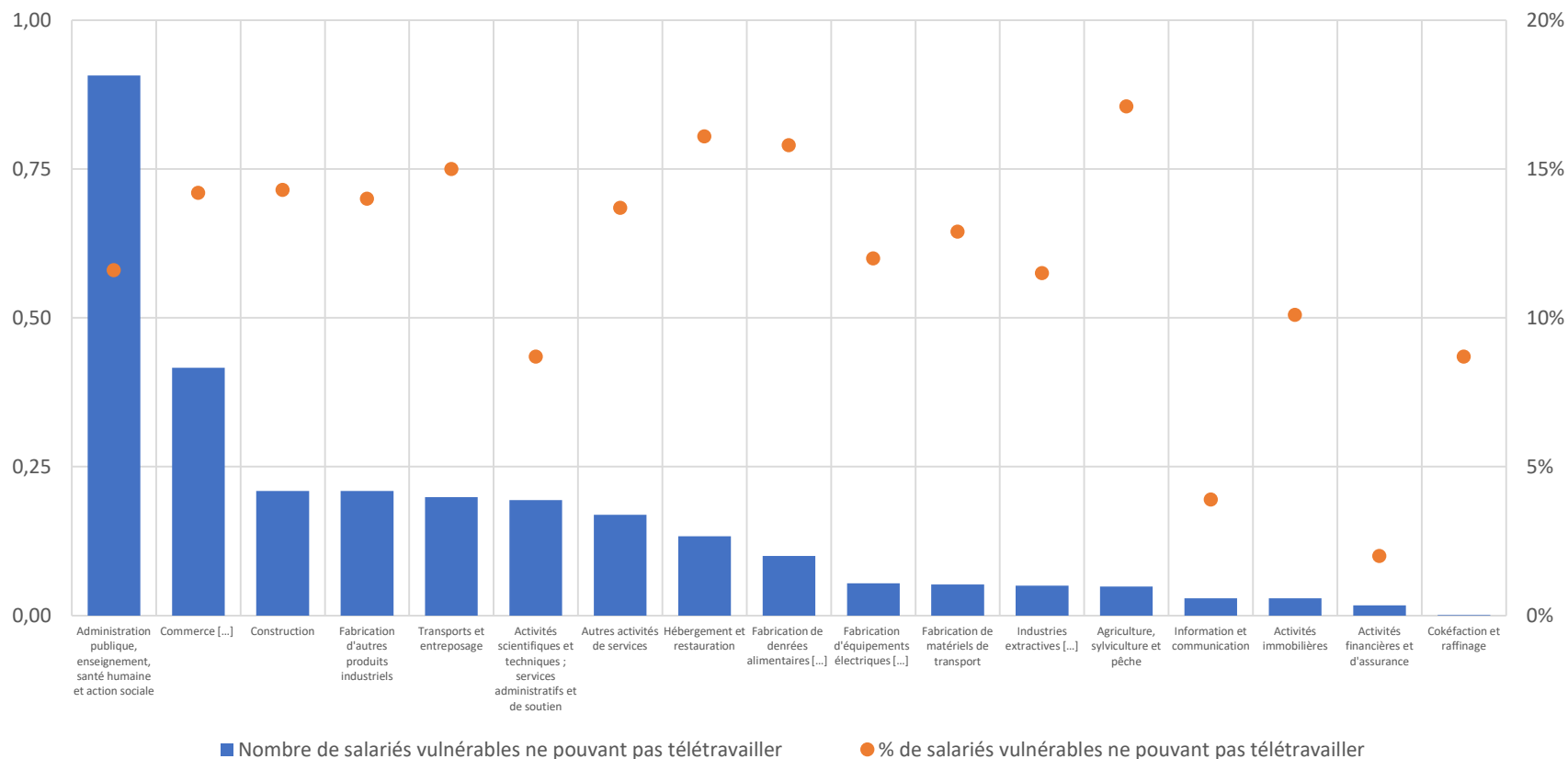


- L'enquête EHIS/ESPS 2014 de l'IRDES, en collaboration avec la DREES est mobilisée pour **repérer les proportions de personnes vulnérables par âge, sexe, PCS et statut d'emploi**, présentant les principales comorbidités mentionnées dans le décret du 5 mai 2020
- En excluant les critères liés à l'âge (65 ans et plus), **la France métropolitaine compterait 12,6 millions de personnes vulnérables** (sans prise en compte des 9,4 millions de « cohabitants »)





- ❑ L'enquête Emploi 2018 de l'INSEE est ensuite mobilisée pour identifier , par PCS, secteurs professionnels et régions, les poids de ces comorbidités dans les emplois sans recours possible au télétravail
- ❑ 4,8 millions de personnes vulnérables sont en emploi dont 3,5 millions sans possibilité de télétravailler (2,8 millions de salariés).





- ❑ **Selon nos estimations, la prise en charge des 2,8 millions de salariés vulnérables (maximum) coûterait 2,8 milliards d'euros par mois**
 - ❑ coût plus élevé si prise en compte des cohabitants

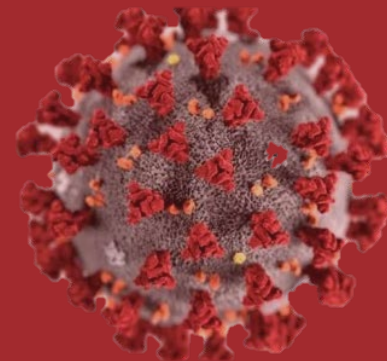
- ❑ **La production et la valeur ajoutée s'en trouveraient amputées au maximum de 8,9%.**

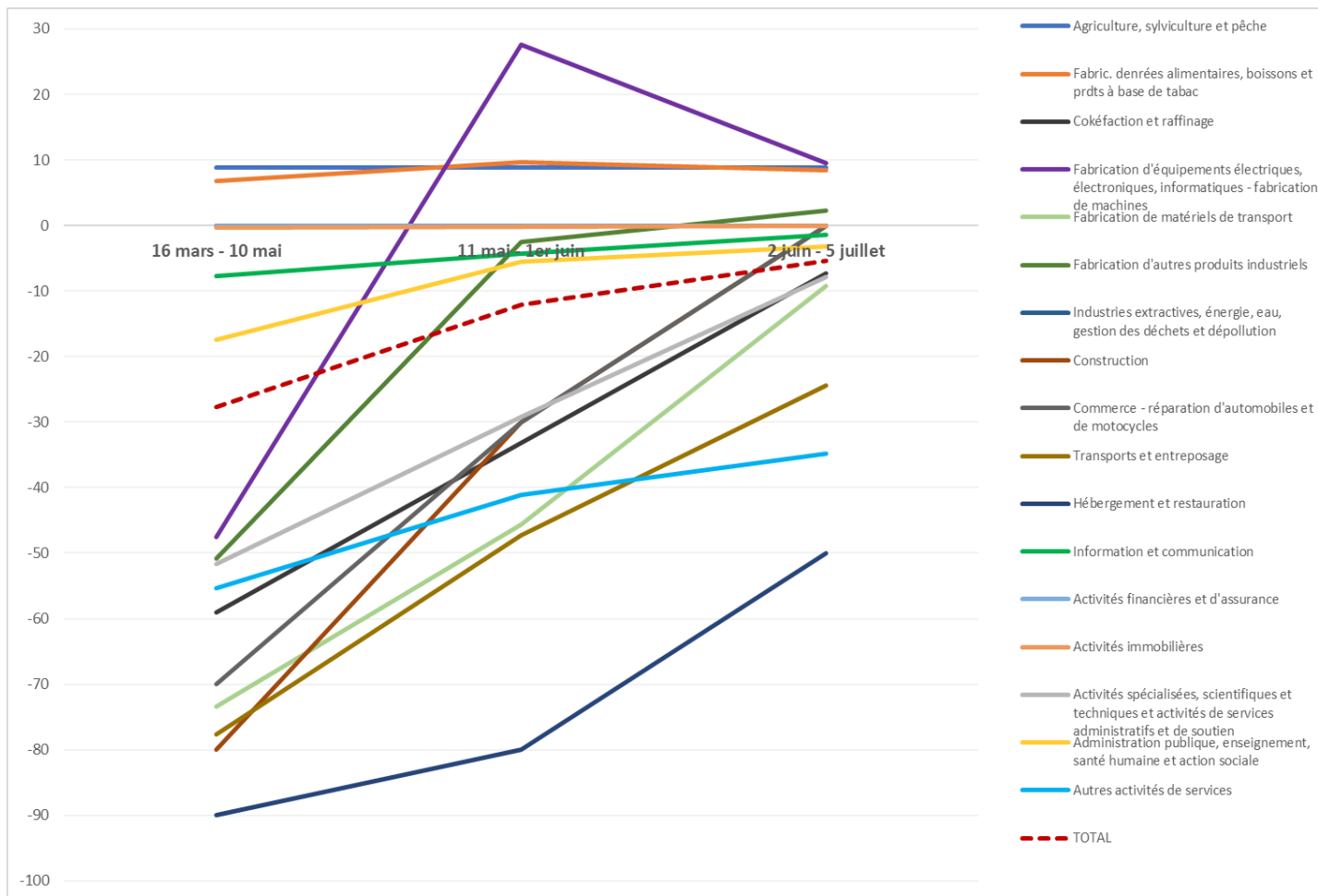
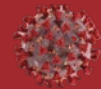
- ❑ **Le non recours peut être important :**
 - ❑ Peu de publicité faite autour du dispositif de protection
 - ❑ Mauvaise appréciation de la vulnérabilité par les salariés eux-mêmes
 - ❑ 60% des salariés vulnérables ne sont pas « exposés au public » (voir méthodologie)
 - ❑ 87% des salariés vulnérables n'empruntent pas les transports en commun
 - ❑ Possible non recours lié à la dimension économique (240€/mois de perte moyenne de revenu par salarié)
 - ❑ Peur de révéler à l'employeur sa vulnérabilité

- ❑ **A court terme le recours devrait être faible**

- ❑ **En cas de rebond de l'épidémie, la hausse du taux de recours pourrait être forte**
 - ❑ Canal principal d'un reconfinement

Diapositives insérées





Sources diverses, calculs OFCE, en %, par rapport au niveau de consommation moyen par branche avant la crise du Covid-19.

FBCF par produit aux prix courants (11 mai - 1 juin)

Code	FBCF par produit	Part dans la FBCF (en %)	Impact sur la FBCF (en %)	Contribution (en pts de %)
A17.AZ	Agriculture, sylviculture et pêche	0	9	0
A17.C1	Fabric. denrées alimentaires, boissons et prdts à base de tabac	0		
A17.C2	Cokéfaction et raffinage	0		
A17.C3	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines	8	-21	-2
A17.C4	Fabrication de matériels de transport	7	-60	-4
A17.C5	Fabrication d'autres produits industriels	7	-32	-2
A17.DE	Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	0		
A17.FZ	Construction	43	-30	-13
A17.GZ	Commerce - réparation d'automobiles et de motocycles	0		
A17.HZ	Transports et entreposage	0		
A17.IZ	Hébergement et restauration	0		
A17.JZ	Information et communication	15	-9	-1
A17.KZ	Activités financières et d'assurance	0		
A17.LZ	Activités immobilières	1	0	0
A17.MN	Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	19	-17	-3
A17.OQ	Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0		
A17.RU	Autres activités de services	0	-24	0
FBCF totale		100	-26	-26

- ❑ Identités comptables (en ligne, en colonne) du TEE
- ❑ En emploi et en ressource
 - ❑ avec prise en compte de l'extérieur et de l'effet du pétrole
- ❑ Calcul des bases fiscales et des principaux impôts
- ❑ Statique (prix fixes, pas de comportement, parce que très court terme)
- ❑ Calcul des agrégats et principaux ratios en variante
- ❑ Compte de production en VA
 - ❑ baisse de la VA, par secteur institutionnel, cohérente avec l'évaluation par branche
 - ❑ Ajustement des impôts à la production et des impôts sur les produits (TVA, TICPE)
- ❑ Compte d'exploitation
 - ❑ Modification de la masse salariale par le chômage partiel et les pertes d'emploi
 - ❑ Détermine l'EBE
- ❑ Compte affectation des revenus primaires
 - ❑ Dividendes en baisse
- ❑ Compte de distribution secondaire
 - ❑ Hausse des prestations (compensation par le chômage partiel)
 - ❑ Ajustement des impôts par les bases fiscales et des taux marginaux
- ❑ Compte d'utilisation du revenu
 - ❑ Baisse de la consommation des ménages et des APU (cohérente avec l'approche demande du PIB)
- ❑ Compte de capital
 - ❑ Baisse de l'investissement (cohérente avec l'approche demande du PIB)

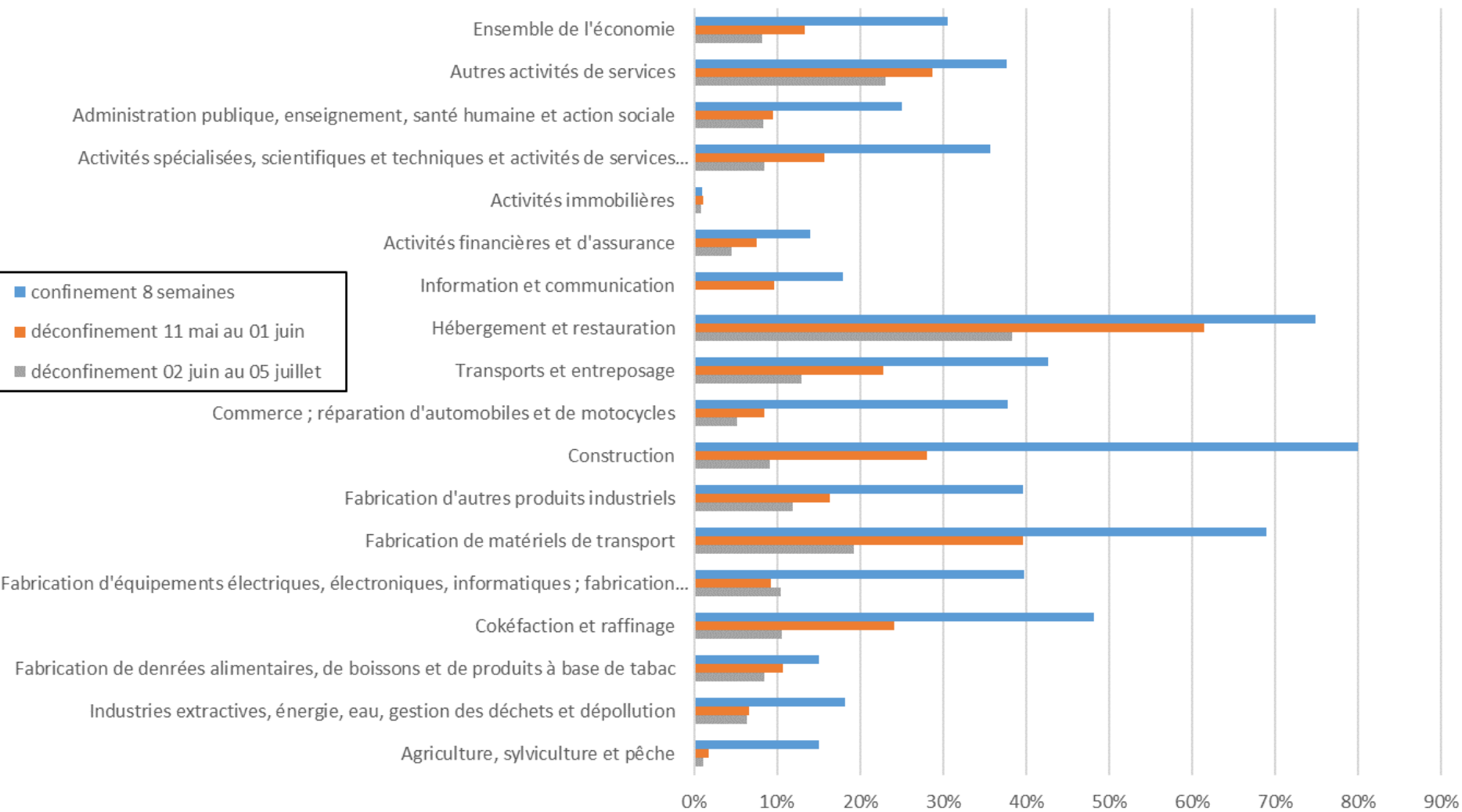
En mds euros, 2018		SNF-SF	EI	Ménages
D09	Autres subventions sur la production	-29	-14	-4
B2p/B1g	EBE / Revenu mixte brut des EI (calcul)	80	82	200
B2v/B3v	EIE / Revenu mixte net des EI (calcul)	-164	71	128
D41	Intérêts	168		15
D42	Revenus distribués des sociétés (dividendes...)	41		
D43	Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers	7		
D44	Autres revenus d'investissements	88		
D45	Loyers des terrains et des gisements	4		2
B4g/RNB	Solde des revenus primaires bruts/RNB (calculs)	64	82	1264
B5v/RNB	Solde des revenus primaires nets/RNB	-199	71	1 222
D01	Impôts sur le revenu (CSG, CRDS, IRPP, IS...)	48		218
D09	Autres impôts courants (TI, IFI...)			22
D611	Cotisations sociales à la charge des employeurs			232
D612	Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs			49
D613CE	Cotisations sociales effectives à la charge des salariés			98
D613CS	Cotisations sociales effectives à la charge des non-salariés		28	
D621	Prestations de sécurité sociale en espèces (assurance publique chômage, maladie, vieillesse, famille...)			
D621	Autres prestations d'assurance sociale (assurances privées, mutuelles...)	49		
D622	Prestations d'assistance sociale en espèces (RSA, ASS, AAH, ASPA...)			
D71	Primes nettes d'assurance-dommages	36		34
D72	Indemnités d'assurance-dommages	72		
D73	Transferts courants entre administrations publiques			
D74	Coopération internationale courante			
D75	Transferts courants divers	32		35
D76	Ress. propres de l'UE basées sur la TVA et le RNB			
B6g	Revenu disponible brut (calculs)	-23	54	1316
B6v	Revenu disponible net	-267	42	1244
P31	Dépense de consommation individuelle			781
P32	Dépense de consommation collective			
B8g	Épargne brute (calculs)	-23	54	639
B8v	Épargne nette	267	42	463
B12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur			
D01r / D01p	Impôts en capital à recevoir / à payer			14
D02r / D02p	Aides à l'investissement à recevoir / à payer			0
D09r / D09p	Autres transferts en capital à recevoir / à payer	2		2
P51g	Formation brute de capital fixe	162	0	66
P52	Variation des stocks	13		0
P53	Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0		1
NP	Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	0		-2
BNF	Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-171		612
En % de la VA	Taux de marge (EBE / VA)	9.8		
En % de la VA	Taux de marge net (EIE net / VA)	-22.7		
En % du RDB	Taux d'épargne			43.0
En % du PIB	Taux d'épargne	-1.4	3.3	32.5
En % du PIB	Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-10.4	0.0	31.1
En %	Valeur ajoutée	-38	-38	-6



- ❑ **Pour analyser la diffusion des chocs dans le tissu productif, nous proposons une approche qui rend cohérente l'évolution de la production avec les chocs d'offre et de demande.**
 - ❑ Dans certains secteurs l'activité est déterminée par le choc de demande finale (investissement des entreprises et consommation des ménages) et dans d'autres secteurs, la production est contrainte par la disponibilité de la main d'œuvre (ici, les salariés vulnérables).
 - ❑ Dans ce cas, le choc sectoriel est égal au maximum des deux chocs (en valeur absolue).
 - ❑ Les secteurs contraints par l'offre si l'on considère :
 - **La période de confinement:** Agriculture (AZ), IAA (C1), Finance et assurance (KZ) Immobilier (LZ) , Construction (FZ) et Administrations publiques (OQ): 6 secteurs
 - **La période allant du 11 mai au 01 juin:** Agriculture (AZ), IAA (C1), Immobilier (LZ) Administrations publiques (OQ): 4 secteurs
 - **La période allant du 02 juin au 05 juillet:** Agriculture (AZ), IAA (C1), Information et communication (J), Immobilier (LZ) Administrations publiques (OQ): 5 secteurs
- ❑ **Méthode**
 - ❑ Nous mesurons la diffusion des chocs à l'aide d'un modèle entrées-sorties mixte
 - ❑ Secteurs contraints par la demande: comportement proche à une modélisation à la Leontief classique
 - ❑ Secteurs contraints par la main d'œuvre vulnérable: la production est fixée par la main d'œuvre, la demande en biens intermédiaires des autres branches est cohérente avec cette production et le résidu génère la demande finale compatible avec la contrainte d'offre. Contrairement au modèle de Leontief, la demande finale dans la branche est endogène.



En point de valeur ajoutée du secteur



Sources: WIOT, calculs OFCE.



Tableau 2. Impact du déconfinement (par semaine de confinement) par branche agrégée

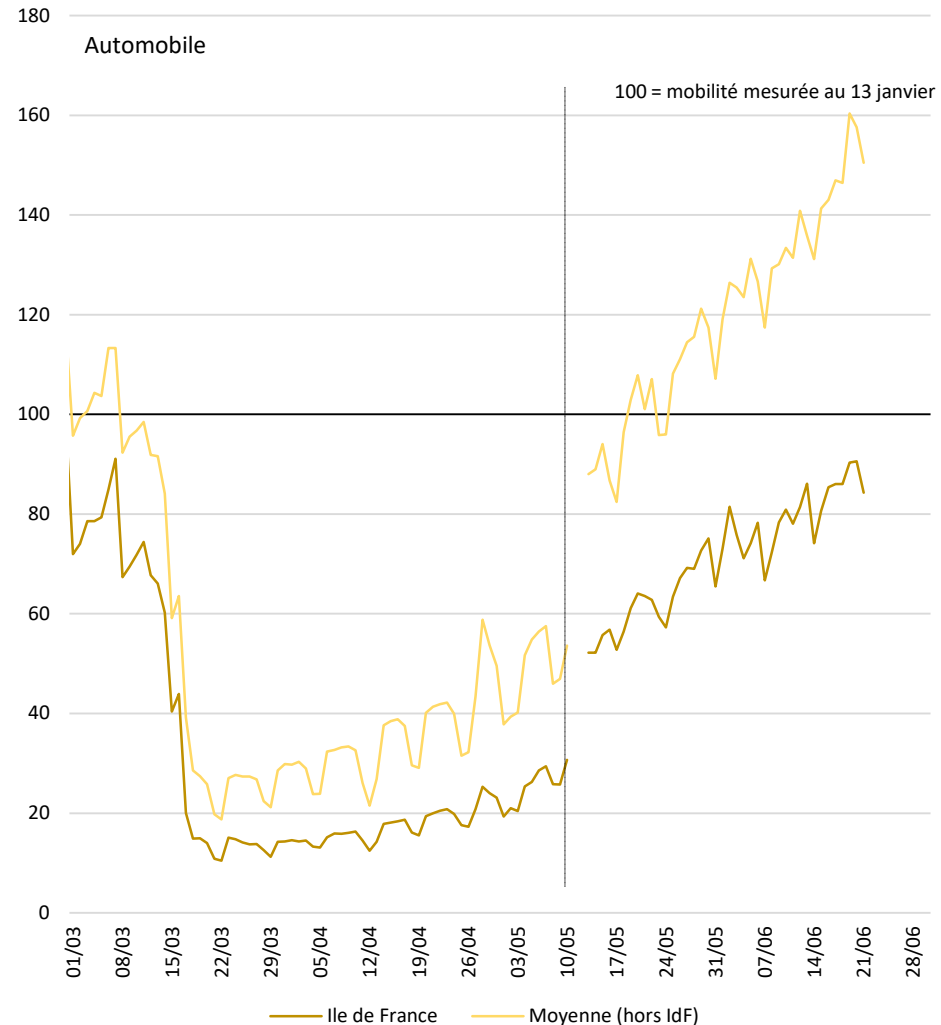
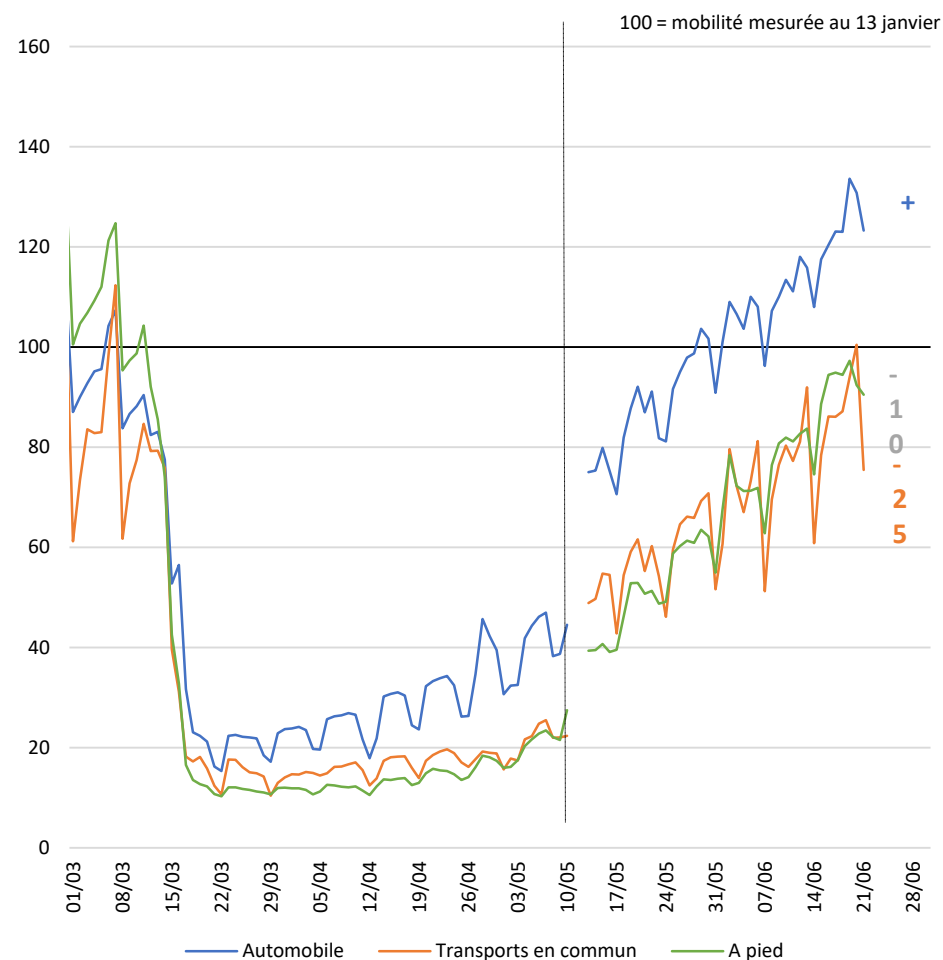
Variation de la VA au prix de base			
Période	Confinement	Déconfinement	Déconfinement
	8 semaines	11 mai au 01 juin	02 juin au 05 juillet
Agriculture	-15	-2	-1
Industrie	-34	-15	-11
Construction	-80	-28	-9
Services marchands	-27	-13	-8
Services non marchands	-25	-9	-8
Ensemble de l'économie Prix de base	-30	-13	-8
Ensemble de l'économie Prix d'acquisition	-32	-14	-8

Sources : calculs OFCE.

Reprise de la mobilité

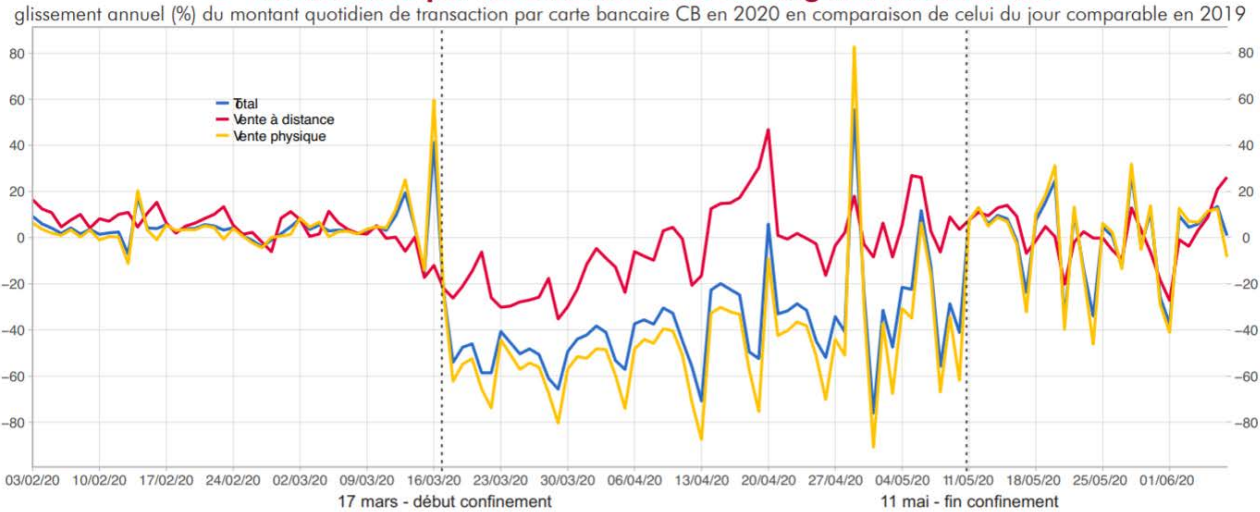
- Particulièrement automobile
- Moindre pour les transports en commun
 - Et donc Ile de France

France entière: mobilité constatée selon Apple mobility





1 - Transactions par carte bancaire CB en magasin et à distance

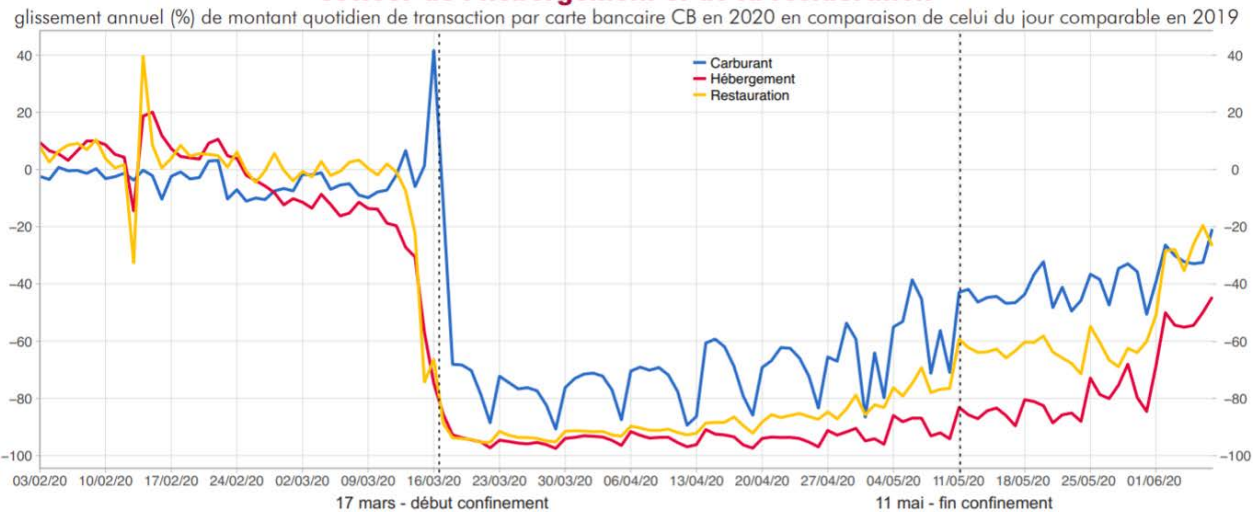


Lecture : le mardi 2 juin 2020, les ventes physiques par carte bancaire CB sont supérieures de 13 % à ce qu'elles étaient le mardi 4 juin 2019.

Note : le glissement annuel très élevé du mercredi 29 avril 2020 est lié au fait que le jour comparable de 2019 est le mercredi 1^{er} mai, où le montant de transactions par carte bancaire CB, tous types de vente confondus, avait été particulièrement faible.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

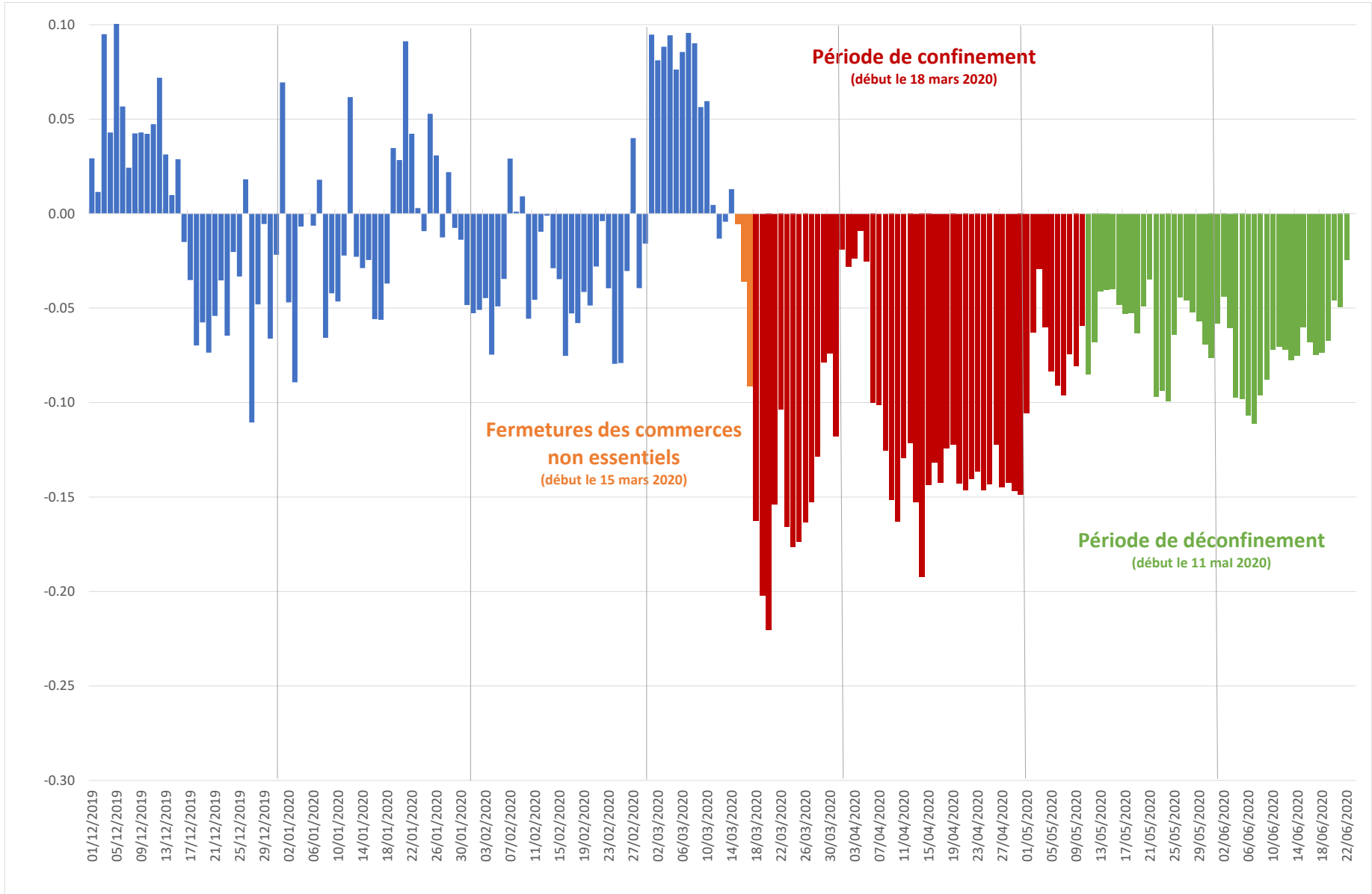
2 - Transactions par carte bancaire CB pour les achats de carburant et pour les achats dans le secteur de l'hébergement et de la restauration



Lecture : le mardi 2 juin 2020, les transactions par carte bancaire dans le secteur de la restauration était inférieures de 28 % à ce qu'elles étaient le mardi 4 juin 2019.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

Le consommation d'électricité, corrigée des températures et des jours fériés



□ L'impact de la crise du Covid-19 sur la situation financière des ménages et des entreprises

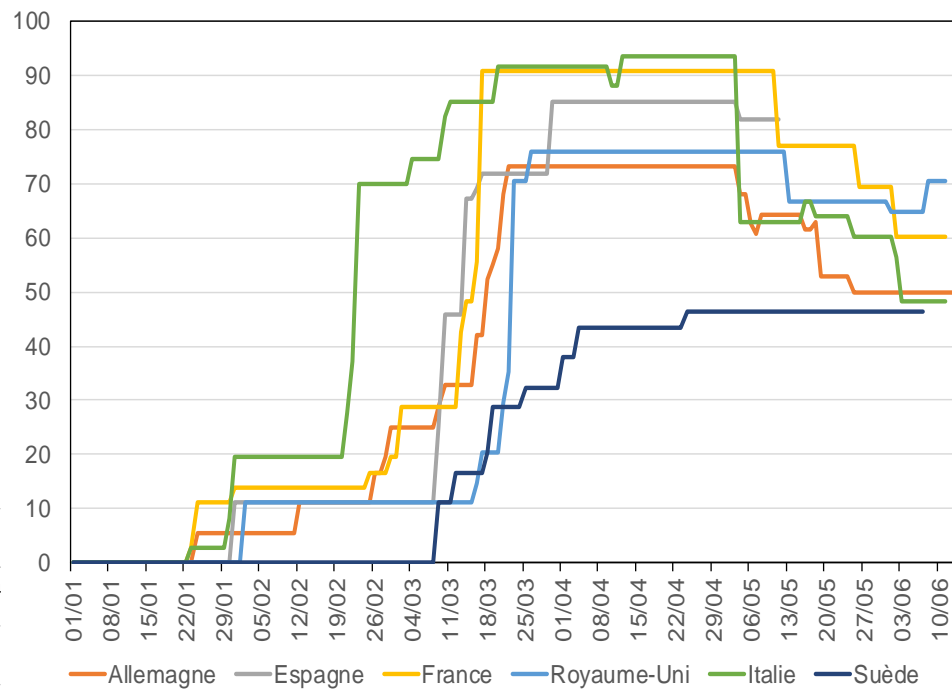
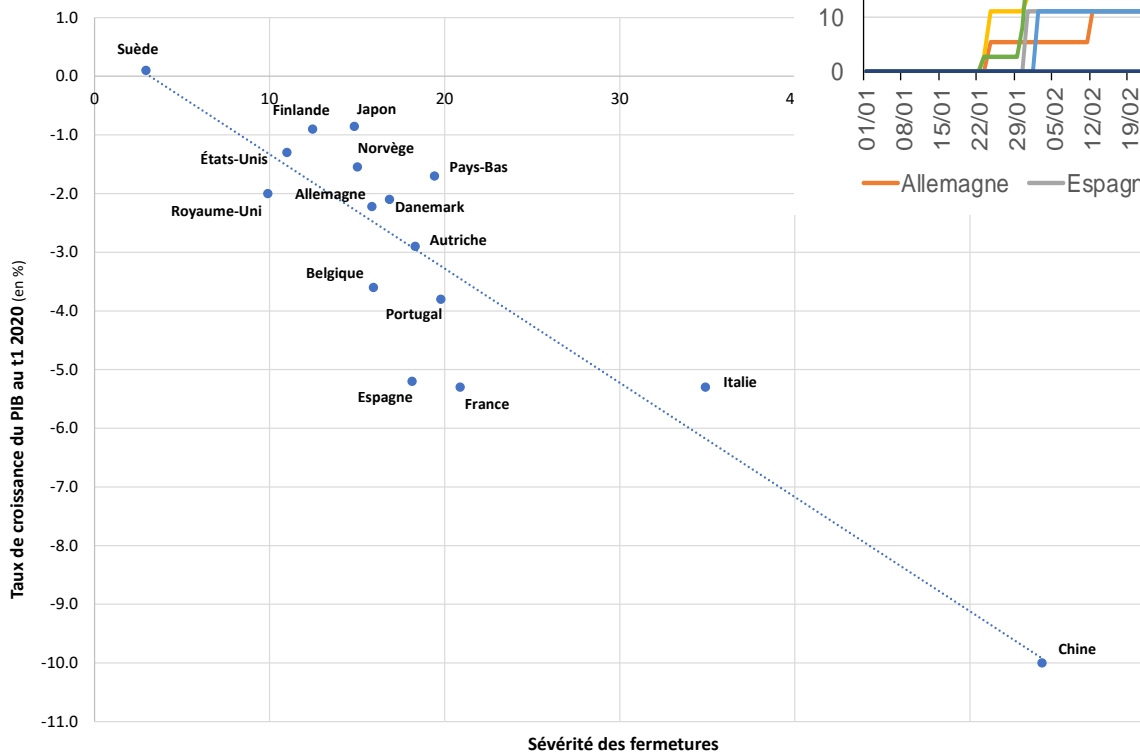
□ Publié le 29/5/2020

Ménages y compris entrepreneurs individuels : Numéraire, dépôts et crédits bancaires

(flux mensuels non cvs en milliards d'euros)

	Encours				Flux			
	Décembre 2019	Mars 2020	Avril 2020	15 mai 2020	Mars	Avril	15 mai (flux sur 15 jours)	Moyenne Janvier 2017 – Février 2020
Numéraire et dépôts								
Numéraire	82,6	83,5	85,4		2,3	1,5		0,6
Dépôts bancaires	1511,8	1562,6	1587,7	1587,5	19,9	25,1	- 0,2	5,9
- Dépôts à vue	494,8	516,2	529,8	527,2	14,1	13,6	- 2,6	3,2
- Dépôts rémunérés	1035,1	1046,4	1057,9	1060,3	5,8	11,5	2,4	2,7
Endettement								
Crédits bancaires	1472,9	1492,5	1488,3	1484,1	- 0,3	- 4,2	- 4,2	6,6
- Consommation et autres	285,0	283,8	281,4	275,7	- 1,4	- 2,4	- 5,7	1,0
- Habitat	1187,9	1208,7	1206,9	1208,4	1,1	- 1,8	1,5	5,6

Source : Banque de France.



Sources : comptabilités nationales, Oxford COVID-19 Government Response Tracker

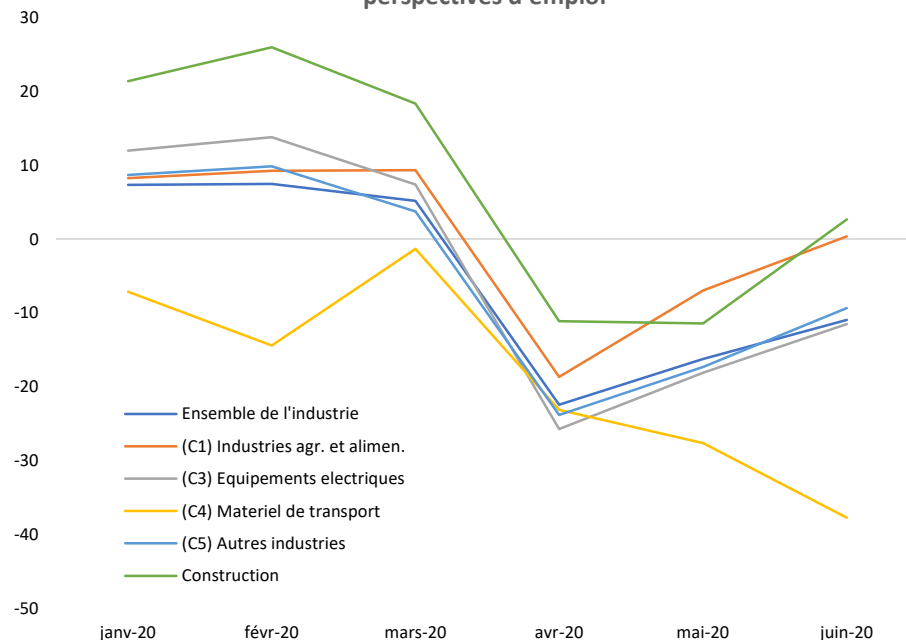
Les perspectives d'emploi s'améliorent

- Retour rapide à la moyenne de longue : agroalimentaire, construction, transport, intérim
- Hausse des offres s'emploi déposées à Pôle emploi

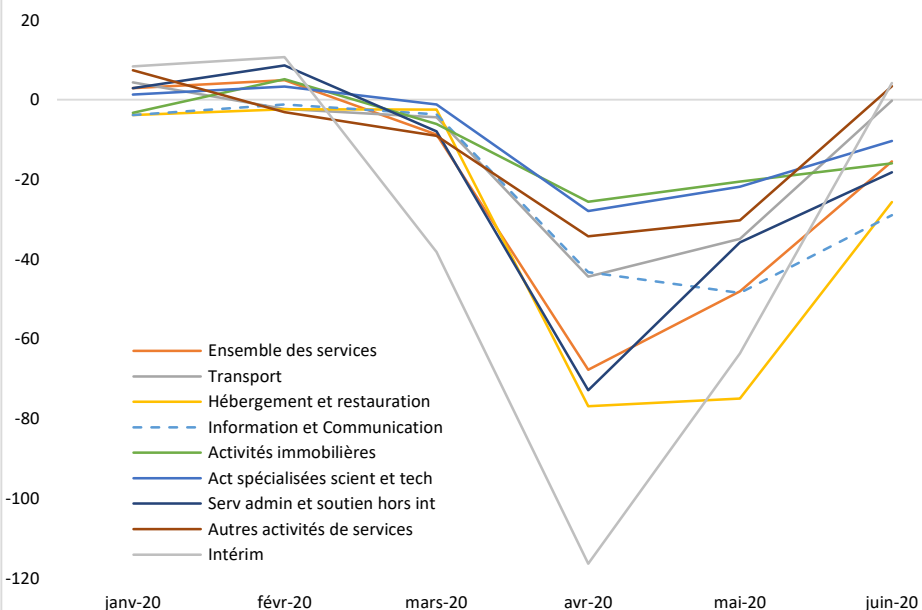
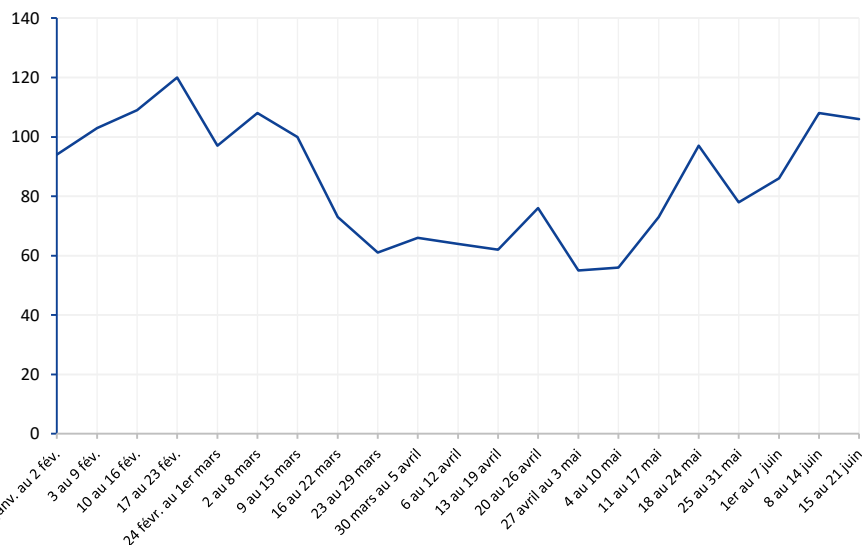
Mais

- Restent à des niveaux inférieurs à ceux observés en début d'année
- Elles continuent de se dégrader (matériels de transport)
- ou s'améliorent plus lentement (hébergement restauration)

perspectives d'emploi



Nombres d'offres postées en ligne



- ❑ **La reprise de l'activité pèse moins sur la demande de travail**
 - ❑ Réouverture progressive des établissements fermés admin.
 - ❑ Réouverture des écoles
 - ❑ Protection des salariés vulnérables à la Covid-19
- ❑ **Poursuite des destructions d'emplois pendant le déconfinement**
 - ❑ L'activité partielle limite les destructions d'emplois

Situation de l'emploi avant crise (en million)	
Emploi total	28.5
Emploi salarié	25.6
Emploi non-salarié	3.0

	Confinement	Déconfinement
Evolution de l'emploi (en millions)		
Télétravail	9.3	
Demande de travail affectée par la chute d'activité	10.6	3.7
Emplois non-salariés	1.2	0.4
Emplois salariés	9.4	3.3
Garde d'enfant ⁽¹⁾	1.1	0.4
Fermetures obligatoires	2.4	0.4
Salariés vulnérables à la Covid-19 ⁽¹⁾	0.0	0.9
Autres	5.9	1.6
Non marchand	1.4	0.5
Marchand en contrat court	0.5	0.4
Marchand hors contrat court	4.1	0.6
Où sont les emplois salariés ayant subi la chute d'activité ? (en millions)		
Emplois salariés en activité partielle	7.1	2.1
Emplois salariés en garde d'enfant	1.1	0.4
Fermetures	2.4	0.4
Salariés vulnérables	0.0	0.9
Autres	3.6	0.5
Emplois salariés maintenus	1.7	0.5
Emplois salariés détruits	0.6	0.7



- ❑ Du 16 mars au 10 mai, nous estimons à **1,5 million** le nombre de salariés empêchés **pour garde d'enfant(s)**
- ❑ Du 11 mai au 1^{er} juin, nous estimons à **1,9 million** le nombre de salariés empêchés **soit pour garde d'enfants soit en raison de leur vulnérabilité et de leur exposition au public** (voir *Policy Brief* n°74)
- ❑ Du 2 juin au 5 juillet, nous estimons à **1,6 million** le nombre de salariés empêchés **soit pour garde d'enfants soit en raison de leur vulnérabilité et de leur exposition au public**

